

Les Echos SPÉCIAL SANTÉ-PRÉVOYANCE

Deux Français sur trois inquiets de l'impact sanitaire de la crise environnementale

Selon un sondage réalisé par OpinionWay pour « Les Echos » et le Groupe VYV, une majorité de la population se dit préoccupée par les effets sur leur santé de la situation écologique.

À l'heure où les images de catastrophes naturelles se multiplient, il n'est plus question d'ignorer le risque climatique. Dans le même temps, les conséquences sanitaires de la crise écologique se font, elles aussi, plus prégnantes chez les citoyens. C'est ce que révèle le sondage « L'impact des risques environnementaux sur la santé », réalisé par OpinionWay pour « Les Echos » et le Groupe VYV*, où 74 % des répondants font part de leur préoccupation. Dans toutes les tranches d'âge, le taux de 70 % est dépassé. Pour le sociologue Ronan Chastellier, « l'environnement devient un espace privilégié pour toutes les formes d'anxiété sociale ».

« Outre le risque bien réel, ces peurs sont également nourries par l'invisibilité des matières dangereuses qui auraient un impact direct ou insidieux sur la santé », analyse-t-il, en ajoutant que « différents scandales environnementaux ont contribué à une polarisation de l'opinion ».

Parmi les plus grands risques que ferait peser sur la santé humaine la dégradation de la planète, les sondés invoquent en premier lieu les pesticides (70 %), suivis de près par la pollution aux particules fines (68 %) et les manifestations extrêmes du changement climatique, telle que la canicule (67 %).

Menaces invisibles

Arrivent ensuite les perturbateurs endocriniens (58 %), le bruit (38 %) et les ondes des téléphones portables (35 %). Là encore, le caractère invisible de la menace tendrait à accroître les craintes. « Les pesticides qui ne sont pas toujours tangibles ou perceptibles font le plus peur. Suivent la pollution, les perturbateurs endocriniens ou encore les ondes de téléphones portables, des appareils "surprésents" dans notre quotidien, dont on découvre toujours sur le tard la nocivité. A croire que l'invisibilité et les effets retardataires exacerbent l'hypersensibilité du public », décrypte Ronan Chastellier.

Interrogés sur les maladies humaines engendrées par la dégradation de l'environnement, les répondants citent dans une écrasante majorité les affections respiratoires (85 %), puis le cancer (74 %), les maladies cardiovascu-

lares (55 %) et, dans une moindre mesure, le diabète (27 %).

De quoi faire dire au sociologue qu'« environnement et hygiène de vie paraissent de plus en plus intimement liés ». « L'air que l'on respire ferait presque l'objet d'une peur phobique », dit-il, voyant là un déclencheur pour impulser « des comportements plus écologiques, qui sont désormais perçus comme un bon moyen de préserver sa propre santé ».

Changer ses habitudes

À l'heure où commencent à être mesurés les effets du dérèglement climatique sur la santé, un nombre croissant de Français se déclarent davantage prompts que par le passé à faire évoluer leurs habitudes quotidiennes et à adopter une meilleure hygiène de vie, pour servir tant la planète que leur propre équilibre physique et mental.

Ainsi, 72 % estiment qu'il est possible de protéger sa santé grâce à un environnement sain. Quant aux leviers activables, 41 % évoquent un autre mode de vie (comportant davantage de sport, par exemple), 31 % une vigilance accrue sur son alimentation et 29 % un cadre de vie plus proche de la nature.

« Le manque d'activité et le comportement plus ou moins sédentaire sont connus pour être responsables de pathologies cardiovasculaires, et la popularité des applications de santé, qui calculent par exemple le taux quotidien de marche à pied, montre que la recommandation de "bouger plus" est prise en compte », indique Ronan Chastellier.

Il ajoute que « les nouvelles vul-

nerabitudes suscitées par la crise environnementale s'invitent de plus en plus dans les consultations médicales et les échanges avec les professionnels de santé ». De même, les campagnes sur les risques d'une consommation excessive de sucre ou de sel commencent à porter leurs fruits.

« Au même titre que les Français ont davantage conscience des risques liés au manque de diversification alimentaire, ils semblent plus nombreux à envisager un retour salutaire à la nature pour se désintoxiquer du bruit ou de la pollution, et maintenir à bonne distance ce qui nuit à leur santé », conclut-il. — J. L. B.

* Le sondage « L'impact des risques environnementaux sur la santé » a été réalisé par questionnaire en ligne, du 16 au 18 octobre 2024, auprès d'un échantillon de 1.049 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Les Echos SPÉCIAL SANTÉ-PRÉVOYANCE

« Les défis socio-écologiques obligent les mutuelles à repenser leur modèle »

INTERVIEW Le président du groupe mutualiste VYV expose comment les acteurs de la santé-prévoyance peuvent favoriser une approche holistique des questions environnementales.

Propos recueillis par
Julie Le Bolzer

En quoi le secteur de l'assurance santé et prévoyance est-il impacté par la crise environnementale ?

En tant qu'acteur mutualiste, le groupe VYV protège 11 millions de personnes, l'équivalent d'une mini-France où entreprises clientes et adhérents expriment de nouveaux besoins. Ces besoins sont notamment liés aux risques socio-écologiques, qui peuvent, par exemple, se matérialiser lors de crises caniculaires ou des pics de pollution, des phénomènes plus prégnants qui ont un impact sur la santé humaine. Dans ce contexte, il s'agit d'inventer une nouvelle protection sociale, et surtout de contribuer à la prise de conscience quant à nos vulnérabilités face à ces nouveaux risques.

Quelles sont les réponses à ces nouveaux risques ?

Il convient d'agir sur les déterminants environnementaux, dont les effets sur la santé ont également de lourdes conséquences économiques. L'exposition aux PFAS [polluants éternels, NDRL] coûterait chaque année entre 52 milliards et 84 milliards d'euros aux systèmes de santé européens.

En France, plus de 70 % des masses d'eau seraient contaminées par les pesticides. D'où la nécessité de mener des campagnes de sensibilisation sur ces sujets, en ciblant particulièrement les populations à risque, telles que les femmes enceintes et les nouveau-nés. Cela, sans négliger les autres déterminants de santé plus classiques, comme la nutrition, l'activité physique ou encore le logement.

Quels sont les enjeux dans le domaine du logement ?

L'espérance de vie s'élève à 49 ans pour les personnes ayant vécu

STÉPHANE JUNIQUE
Président
du Groupe VYV

dans la rue, contre 80 ans pour les autres, preuve que le logement constitue un déterminant de santé. La dégradation des matériaux utilisés dans la construction peut générer des problèmes sanitaires.

C'est la raison pour laquelle le Groupe Arcade-VYV porte, depuis 2022, le label « Mon logement santé », qui vise à garantir un habitat implanté dans un environnement promoteur de santé et offrant la qualité sanitaire du bâti. Pour ce faire, la santé constitue le fil rouge, depuis la construction jusqu'aux services avec, par exemple, de la lumière naturelle dans les cages d'escalier incitant à monter à pied, ou encore des prestations d'assistance aux habitants, comme la téléconsultation.

Quelles actions peuvent être déployées dans le domaine de l'alimentation ?

Nous avons la conviction que la Sécurité sociale alimentaire, à savoir l'accès à une alimentation saine, fait aussi partie du rôle des mutuelles. Ainsi, nous soutenons diverses initiatives via un pro-

gramme baptisé Exploration(s) : l'innovation sociale dans l'alimentation, en vue de soutenir les expérimentations de l'économie sociale et solidaire. Autant d'actions qui répondent le plus souvent à divers enjeux, depuis la promotion d'une production locale, jusqu'à l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, à l'échelle des territoires.

Pourquoi l'échelle territoriale est-elle privilégiée ?

Les enjeux de santé s'incarnent à l'échelle des territoires. Agir à cette échelle permet également de développer des stratégies d'alliance avec les employeurs publics et privés, les collectivités, les professionnels de

santé, etc. Illustration avec le projet Jumeau numérique « état de santé d'un territoire », que nous portons avec la région Normandie et le Health Data Hub, et qui consiste à étudier les données environnementales afin de mieux prévenir les allergies aux pollens.

L'objectif est d'analyser les corrélations et les mécanismes de causalité entre santé et pollens. A terme, l'ambition est que chaque expérimentation puisse déboucher sur des outils transposables dans les entreprises et les collectivités, pour les aider à modéliser leurs risques.

La santé mentale fait-elle partie des nouveaux enjeux ?

Les risques socio-environnementaux peuvent effectivement impacter la santé mentale. Aujourd'hui, près des deux tiers des Français disent craindre d'être exposés à des catastrophes naturelles, plus de 30 % de ceux qui y ont été confrontés rapportent des fragilités ou des troubles de santé mentale qui en découlent.

Il s'agit donc d'adapter nos garanties et de mieux positionner les services pour les personnes victimes. Plus globalement, il s'agit aussi d'orienter les investissements pour accompagner les évolutions de nos modèles de production et ainsi prendre soin de notre planète et de la santé de ceux qui l'habitent. ■

« Agir à l'échelle des territoires permet de développer des stratégies d'alliance avec les employeurs publics et privés, les collectivités... »



Stéphane Junique, président de l'union mutualiste Groupe VYV. Photo Aurélie Blanc

« L'exposition aux polluants éternels coûterait jusqu'à 84 milliards d'euros aux systèmes de santé européens. »